

Saint-Denis, le 27 janvier 2026

NAO 2026 LES ADHÉRENT-E-S ONT TRANCHE SUD-RAIL NE SIGNERA PAS

NAO 2026 : SUD-Rail ne signera pas l'accord, c'est une décision issue d'une consultation démocratique réelle. La fédération SUD-Rail fait systématiquement le choix de consulter directement ses adhérent-e-s, car ce sont elles et eux qui sont nos relais directs de terrain et, avec les cheminotes et cheminots, vivent concrètement les conséquences des accords signés.

À l'issue de cette consultation démocratique, 87,29 % des adhérent-es de SUD-Rail 95% de ses syndicats ont voté contre la signature de l'accord NAO proposé par la direction SNCF.

C'est sur cette base claire, assumée et transparente que SUD-Rail décide de ne pas signer cet accord.

Cette méthode n'est pas un slogan : elle est la preuve d'une démocratie syndicale vivante, au plus près du réel, loin des arrangements d'appareils et des signatures déconnectées du terrain.

Des augmentations... en trompe l'œil !

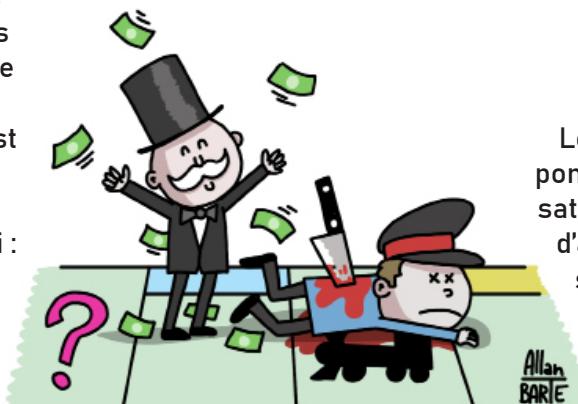
La direction SNCF communique massivement dans les médias en affirmant que les cheminot-e-s auraient bénéficié de plus de 2,56% d'augmentation salariale. C'est faux, c'est une honte et c'est une insulte aux cheminot-e-s.

La réalité, fiche de paie à l'appui :

- 0,25 % au 1er juillet
- 0,25 % au 1er octobre

Quelques euros par mois sur

CHEMINOPOLY : LE CARNAGE SOCIAL



la fiche de paie, très loin de compenser l'inflation, l'explosion des prix de l'énergie, de l'alimentation ou du logement.

Les autres mesures (primes ponctuelles, forfaits, individualisation, usines à gaz sur les échelons d'ancienneté sans ambition) ne sont pas des augmentations de salaire et servent surtout à masquer l'indigence de la mesure générale.

Lissées sur l'année, ces deux mesures représentent moins de 0,2% d'augmentation annuelle, soit 0,19% exactement

Nos revendications étaient claires

SUD-Rail portait une rupture avec la politique salariale actuelle, rendue possible par les richesses produites par les cheminot-es et les bénéfices records de la SNCF qui devrait dépasser les 2 milliards d'euros !

Nous revendiquions notamment :

- 400 € d'augmentation générale mensuelle pour toutes et tous, seule mesure qui profitent vraiment aux plus bas salaires et réduisent les inégalités.
- Un véritable 13e mois pour toutes et tous
- La revalorisation de toutes les primes de travail pour reconnaître la technicité de nos métiers
- La fin de l'indexation de l'Allocation Familiale

Supplémentaire par le haut, et une AFS identique pour toutes et tous, il faut mettre fin à ce scandale à la SNCF d'allocation qui bénéficient aux plus riches

- Une grille miroir pour les contractuel.les et les statutaires tenant compte des spécificités de chaque contrat (structure de rémunération, taux de cotisation, retraite, etc...)
- La mise en place de l'indemnité de résidence pour les contractuel.les comme la Direction l'avait signé dans l'accord NAO de mai 2023 !

La direction a refusé toute discussion sérieuse sur ces propositions de justice sociale.

Une mascarade de représentativité pour imposer un accord a minima

Cerise sur le gâteau : la direction SNCF a inventé des règles spécifiques de représentativité... uniquement pour l'accord NAO.

Alors que la loi prévoit qu'un accord doit être signé par des organisations représentant au moins 50 % aux dernières élections professionnelles, la SNCF a décidé qu'exceptionnellement, la signature de deux OS suffirait.

Pourquoi ? Parce que la direction savait pouvoir compter sur le soutien indéfectible des deux syndicats d'accompagnement : l'UNSA et la CFDT.

Résultat : des accords a minima, signés rapidement, qui empêchent tout véritable débat sur des augmentations annuelles de salaire dignes de ce nom.

SUD-Rail fait le choix de la cohérence et du combat

SUD-Rail ne signera pas un accord :

- Qui entérine la baisse du pouvoir d'achat,
- Qui méprise les cheminot-e-s par une communication mensongère,
- Qui repose sur des règles de validation bricolées pour passer en force.

Nous préférons perdre une signature plutôt que perdre notre crédibilité. Nous préférons le mandat de nos adhérentes et adhérents aux arrangements d'appareils. La lutte pour de vraies augmentations de salaire ne fait que commencer.

En effet, un mauvais accord NAO est le terreau d'un mécontentement général qui se traduit souvent par des luttes catégorielles et nationales. La Direction de la SNCF devrait pourtant s'en rappeler et le nouveau PDG s'en inquiéter déjà !

SUD-Rail discutera avec ses syndicats lors de son conseil fédéral du 3 février des suites à donner afin d'arracher de meilleures rémunérations pour les cheminot-e-s

ON LACHE

R  **E****N**